

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 25/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STOCA**

3 chemin du Génie  
69200 Vénissieux

Références : UDR-CTESSP-23-212-AL

**Code AIOT : 0006103846**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement STOCA implanté 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Au vu des constats des visites d'inspection du 22/06/2021 et du 09/02/2022, l'exploitant a été mis en demeure par arrêtés préfectoraux du 24/08/2021 et du 12/04/2022 de respecter certaines dispositions réglementaires portant notamment sur la prévention des pollutions accidentelles, les fluides frigorigènes, les consignes de sécurité, les modifications des conditions d'exploitation des installations et le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident.

L'objectif de la visite du 13/06/2023 était notamment de contrôler les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour satisfaire aux mises en demeure. Certains constats intégralement soldés par les réponses apportées par l'exploitant dans son courrier du 29/07/2021 et ses courriels du 24/03/2022, du 04/04/2022, du 14/04/2022 et du 21/04/2022 n'ont pas été abordés.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOCA
- 3 chemin du Génie 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103846
- Régime : Enregistrement (anciennement Autorisation)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STOCA est une entreprise familiale (environ 15 salariés) dont l'activité est le traitement thermique et le traitement de surfaces des métaux.

L'exploitation de l'établissement a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 modifié en dernier lieu par l'arrêté du 7 juin 2005, pour la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des ICPE (traitement des métaux par voie électrolytique ou chimique).

Le site relève également du régime de la déclaration pour plusieurs autres rubriques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative – Classement des activités et statut Seveso
- Risques chroniques – Rejets dans l'eau
- Produits chimiques – Fluides frigorigènes
- Risques accidentels – Prévention des pollutions et Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon détaillée pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative – Classement des activités	Arrêté Préfectoral du 20/11/1995, article 1 §1 + Code de l'environnement, articles R.181-46 et articles L.513-1 et R.513-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Rejets dans l'eau – Modifications	AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Prévention des pollutions – Protection du puits	AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Risque incendie – Recensement des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 20/11/1995, article 2 § 6.2.2 + Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Risque incendie – Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I § 2.4 + Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.4.2 et 2.4.3	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Risque incendie – Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 20/11/1995, article 2 § 6.1.2 + Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Risque incendie – Confinement des eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 12/04/2022, article 1 + Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits chimiques – Fluides frigorigènes	AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1	Sans objet
6	Risque incendie – Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 + Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I § 2.8 + Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats effectués lors de la visite du 13/06/2023 et de la visite précédente, et des réponses apportées entre ces deux visites, l'exploitant a satisfait à la plupart des points des mises en demeure du 24/08/2021 et du 12/04/2022, à savoir :

- dispositifs de rétention des produits dangereux ou susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- fiches d'intervention pour les équipements contenant des fluides frigorigène fluorés (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- consignes de sécurité concernant les produits dangereux (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- dispositif d'obturation des réseaux d'eau de ruissellement (mise en demeure du 12/04/2022).

En revanche, cette visite a permis de constater que l'exploitant n'a pas encore satisfait aux mises en demeure du 24/08/2021 et du 12/04/2022, ou n'y a satisfait que partiellement, concernant les points suivants :

- dossier de porter à connaissance (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- protection du puits vis-à-vis du risque de pollution accidentelles (mise en demeure du 24/08/2021) ;
- dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie (mise en demeure du 12/04/2022).

Les points de contrôle non soldés font l'objet de demandes de l'Inspection dans les fiches de constat correspondantes. Il est demandé à l'exploitant de répondre à ces demandes dans les délais définis dans ces fiches de constat. À défaut, ces points pourront faire ultérieurement l'objet des propositions de suites administratives supplémentaires.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative – Classement des activités

##### Référence réglementaire :

- Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 1 §1
- Code de l'environnement, articles R.181-46 et articles L.513-1 et R.513-1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement des activités**Prescription contrôlée :**

- Tableau des activités classées au titre de la législation des ICPE (AP du 20/11/1995 modifié) :

Nature de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique	Cls.
Traitement des métaux par voie électrolytique, chimique : <ul style="list-style-type: none"><li>- Anodisation 32,6 m<sup>3</sup></li><li>- Brunissage 3,6 m<sup>3</sup></li><li>- Phosphatation 3,6 m<sup>3</sup></li><li>- Traitement dégraissage 0,74 m<sup>3</sup></li></ul>	Volume total des bains de traitement : 40,54 m <sup>3</sup>	2565 - 2 - a	A
Stockage d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg	La quantité maximale stockée : 240 kg	1136-A-2-c	D
Emploi d'ammoniac La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1,5 t	La quantité maximale présente : 240 kg	1136-B-c	D
Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sel fondus	Le volume des bains est de 50 l.	2562	NC

- Modifications notables [...] portées à la connaissance du préfet, avant leur réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
- Bénéfice de l'antériorité déclaré au préfet pour les installations régulièrement mises en service et soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration du fait d'une modification de la nomenclature des ICPE.

**Constats :**Rappel des constats de la visite précédente :

Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet du Rhône les modifications réalisées et n'a pas demandé le bénéfice des droits acquis suite aux modifications de la nomenclature :

- il a modifié la consistance des installations de traitement de surface depuis leur autorisation initiale. Suite à une modification de la nomenclature, les installations relevaient du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260. Cependant, du fait de la réduction du volume de bains de traitement à 27,3 m<sup>3</sup>, elles relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-2.a et ne sont plus classées sous la rubrique 3260.
- il a cessé l'utilisation de bains de sels fondus pour son activité de nitruration et dispose désormais de 2 fours de nitruration et cémentation gazeuse relevant de la rubrique 2565-3 (DC) et de 2 fours de trempe et revenu / recuit relevant de la rubrique 2561 (DC).
- les installations sont associées à plusieurs stockages relevant de différentes rubriques 4XXX, dont certaines restent à déterminer par l'exploitant.

En outre, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas déterminé son statut Seveso.

Constats de la visite du 13/06/2023 :

En amont de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis à la préfète du Rhône le dossier de porter à connaissance demandé à l'issue de la visite précédente. Par courriel du 24/03/2022, il avait indiqué avoir mandaté la société Dekra et qu'une première réunion aurait lieu le 01/04/2022.

<p>L'exploitant a transmis à l'Inspection, le jour même de la visite, un dossier de porter à connaissance daté de novembre 2022. Au vu du sommaire de ce document, l'Inspection constate qu'il semble aborder les points exigés suite à la visite précédente (modifications réalisées, classement actualisé des installations et positionnement relatif au statut Seveso du site). Ce document a été transmis à l'Inspection en version .odt. Il n'a pas été transmis à la préfète du Rhône (guichet unique ICPE), et certaines annexes sont manquantes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p> <p><b><u>Demande n°1 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre une version complète et non modifiable (.pdf ou papier) de son dossier de porter à la connaissance au guichet unique ICPE.</p> <p>Cette transmission peut être faite par voie électronique (<a href="mailto:ddpp-pe@rhone.gouv.fr">ddpp-pe@rhone.gouv.fr</a>) ou postale (Direction départementale de la protection des populations – Service Protection de l'environnement – 245 rue Garibaldi 69422 LYON Cedex 03).</p> <p><b><u>Observation n°1 :</u></b> Une réduction d'activité intervenue entre 2014 et 2017 est à l'origine du déclassement pour la rubrique 3260. En application de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, les obligations en matière de cessation d'activité resteront donc celles applicables au régime de l'autorisation – y compris celles applicables aux installations IED – lors de la mise à l'arrêt définitif des installations de traitement de surface qui relevaient de cette rubrique.</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Rejets dans l'eau – Modifications

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 3 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement en portant à la connaissance du préfet du Rhône les modifications mises en œuvre concernant les modalités de gestion des effluents aqueux, avec tous les éléments d'appréciation utiles.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors des visites précédentes, l'Inspection a constaté que l'exploitant a modifié les conditions de rejets aqueux (notamment modernisation de la station de traitement, passage au « 0 rejet », déshydratation des boues), sans porter ces modifications à la connaissance du préfet du Rhône. Après des demandes répétées, il a remis au cours de la visite du 09/02/2022 un document de 4 pages ne répondant pas entièrement à la demande et ne comportant pas tous les éléments utiles pour adapter les prescriptions.</p> <p><u>Constats de la visite du 13/06/2023 :</u></p> <p>Le document remis lors de la visite précédente a fait l'objet d'une demande de compléments par courrier du 12/05/2022, dans lequel était fixé un délai de 3 mois.</p> <p>L'Inspection a constaté que le document que l'exploitant lui a transmis le jour de la visite du 13/06/2023 (cf. fiche de constat n° 1) semble aborder la modification des conditions de rejets aqueux et l'évolution des impacts et des risques associés.</p> <p>Une instruction sera nécessaire, après transmission d'une version complète de ce dossier à la préfète du Rhône, afin de déterminer s'il comporte tous les éléments d'appréciation utiles. Dans</p>

le cas où l'Inspection ne serait pas en mesure de garantir un délai d'instruction raisonnable, il pourra être proposé de considérer que l'exploitant a satisfait à la mise en demeure du 24/08/2021 dès transmission de cette version complète.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande</u> :</b> cf. demande n°1 (fiche de constat n°1).
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Prévention des pollutions – Protection du puits

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque de pollution accidentelle
<b>Prescription contrôlée :</b> La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 4 mois, de respecter les dispositions du paragraphe 4.8.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995 en mettant en œuvre une solution technique permettant, en cas de perte de confinement des installations de déshydratation des boues industrielles, d'empêcher que les écoulements accidentels ne puissent atteindre le puits.
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats des visites précédentes :</u> Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que la barrière protection du puits proposée par l'exploitant n'avait pas été mise en place. Il a toutefois transmis un bon de commande.  <u>Constats de la visite du 13/06/2023 :</u> Par courriel du 24/03/2022, l'exploitant a transmis des justificatifs de mise en place de la barrière de protection du puits. Lors de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté qu'elle est encore en place. Toutefois, un simple test à l'eau lors de la visite a permis de constater que la jonction enrobé / barrière de protection n'est pas étanche. Par ailleurs, l'Inspection relève que la solution de confinement des eaux d'extinction d'incendie retenue par l'exploitant (cf. fiche de constat n°9) impose de mettre en place un autre dispositif de protection du puits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°2 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place au droit du puits un dispositif de protection étanche, tenant compte par ailleurs de la possibilité de confinement d'eaux d'extinction d'incendie dans cette zone.
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Produits chimiques – Fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/08/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b> La société STOCA est mise en demeure dans un délai de 1 mois, de respecter les dispositions de

<p>l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 et de l'article R.543-82 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– en récupérant l'ensemble des fiches d'intervention des cinq dernières années et en conservant l'ensemble des fiches d'intervention pendant au moins 5 ans ;</li> <li>– en s'assurant que les nouvelles fiches d'intervention sont correctement renseignées, en particulier s'agissant du contrôle d'étanchéité et des fluides frigorigènes récupérés</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>L'exploitant dispose sur le site de 5 groupes froids :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CTA/ CPEST0091AA002M (3 kg de R410A, 6,26 teq CO2) ;</li> <li>• CTA/ IPEMT0101-A0720 (5 kg de R407C, 8,87 teq CO2) ;</li> <li>• CTA/ IPEMT0081-A1120 (5,5 kg de R407C, 9,75 teq CO2) ;</li> <li>• CTA/ IPINT0401AA002T (11,5 kg de R410A, 24 teq CO2) – mis en service le 29/09/2020 ;</li> <li>• CTA/ CPEST0091AA001M (3 kg de R410A, 6,26 teq CO2) – mis à l'arrêt (mention "vide en gaz").</li> </ul> <p>Lors des visites précédentes, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas de l'ensemble des fiches d'intervention.</p> <p><u>Constats de la visite du 13/06/2023 :</u></p> <p>Lors de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a consulté la dernière fiche d'intervention associée à l'appareil CTA/ IPINT0401AA002T (31/03/2023). Celle-ci indique la réparation d'une fuite de fluide frigorigène (2,3 kg). L'inspection a également demandé la transmission des fiches d'intervention du dernier contrôle d'étanchéité des 3 autres appareils (01/03/2023), que l'exploitant a transmises suite à la visite. Ces fiches n'appellent pas d'observation.</p> <p>L'Inspection a constaté que les vignettes des contrôles d'étanchéité sont bien apposés sur les 4 appareils en fonctionnement.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs précisé qu'il prévoit de remplacer les 2 appareils situés à l'intérieur du bâtiment par 1 groupe froid de plus grande capacité qui serait placé en extérieur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 5 : Risque incendie – Recensement des zones à risques

<p><b>Référence réglementaire :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.2.2</li> <li>• Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10</li> </ul>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recensement des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, notamment celles concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372.</li> <li>• Plan général des ateliers et des stockages indiquant les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie établi et tenu à jour.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors de la visite du 09/02/2022, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas établi de plan des zones de risque incendie. Ce risque concerne a priori les locaux accueillant les lignes de traitement de surface (zingage au nord du site et anodisation à l'est du site) et les fours (au sud-est du site). Il est également susceptible de concerner les stockages extérieurs (armoires de produits chimiques et</p>

stockages sous toiture).

**Constats de la visite du 13/06/2023 :**

Lors de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas établi de plan des zones de risque incendie suite à la visite précédente.

Suite à la visite, il a transmis à l'Inspection un justificatif de commande auprès d'un prestataire (DEKRA) prévoyant l'établissement d'un plan des zones à risque (incendie, explosion, déversement accidentel) après une visite du site le 10/07/2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Demande n°3 :** L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan des zones à risques.

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 6 : Risque incendie – Mise à la terre

**Référence réglementaire :**

- Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
- Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I § 2.8
- Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

Équipements métalliques mis à la terre.

**Constats :**

**Rappel des constats des visites précédentes :**

Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a effectué un contrôle par sondage et a constaté que :

- pour la ligne zingage, aucun câble de mise à la terre n'est visible. L'exploitant a précisé que cette ligne est constituée de cuves en PVC, excepté une cuve en acier ;
- aucun câble de mise à la terre n'est visible s'agissant des fours.

**Constats de la visite du 13/06/2023 :**

Par courriel du 14/04/2021, l'exploitant a transmis une facture datée du 08/04/2022 justifiant de la mise à la terre des cuves en inox de la chaîne de traitement.

De plus, suite à la visite du 13/06/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un message du fournisseur des fours de traitement thermique, confirmant que ceux-ci sont bien reliés à la terre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 7 : Risque incendie – Désenfumage

**Référence réglementaire :**

- Arrêté Ministériel du 30/06/1997, annexe I § 2.4
- Arrêté Ministériel du 27/07/2015, annexe I § 2.4.2 et 2.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

- Dispositifs de désenfumage en partie haute (surface utile d'ouverture d'au moins 2 % pour les

installations relevant de la rubrique 2561).
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commande automatique (installations relevant de la rubrique 2561) et manuelle</li> <li>• Commande manuelle placées à proximité des accès</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Rappel des constats des visites précédentes :</u></p> <p>Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que le local accueillant les fours n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage répondant aux dispositions des arrêtés ministériels du 30/06/1997 et du 27/07/2015 (rubriques 2561 et 2565.3) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– surface utile des ouvrants en toiture ou en partie haute de façade inférieure à 2 % de la superficie des locaux ;</li> <li>– absence de commande automatique et commandes manuelles éloignées des accès.</li> </ul> <p>Pour mémoire, s'agissant des lignes de traitement de surface (rubrique 2565.2), l'article 13 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 n'est pas applicable aux installations existantes et aucune disposition relative au désenfumage des locaux ne figure dans l'arrêté préfectoral du 20/11/1995 modifié.</p> <p><u>Constats de la visite du 13/06/2023 :</u></p> <p>En amont de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis la proposition de solution technique demandée suite à la visite précédente concernant la mise en place de dispositifs de désenfumage répondant aux prescriptions générales applicables dans le local accueillant les fours. Il n'a pas non plus transmis de demande d'aménagement de ces prescriptions. Par courriel du 24/03/2022, il avait indiqué avoir demandé des devis (société DEF et société Galien).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il n'a pas défini de solution technique pour se mettre en conformité. Il dispose d'un seul devis (société DEF), dont il a jugé le coût trop élevé. Le devis de la société Galien (13/04/2022, environ 36 k€) porte sur une autre zone du bâtiment. L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il allait recontacter cette société pour faire établir un devis portant sur la mise en place du désenfumage dans le local accueillant les fours. Celui-ci devrait être moins élevé, compte tenu de l'absence d'amiante dans ce local.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il envisage de mettre les 4 fours de traitement thermique à l'arrêt d'ici la fin de l'année. L'Inspection juge qu'un délai cohérent avec cette échéance peut lui être accordé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p> <p><b><u>Demande n°4 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de faire installer, dans le local accueillant les fours de traitement thermiques relevant des rubriques 2561 et 2565.3, des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions des arrêtés ministériels du 30/06/1997 et du 27/07/2015 (sauf mise à l'arrêt de ces fours avant fin 2023).</p> <p><b><u>Observation n°2 :</u></b> L'exploitant n'ayant pas demandé à bénéficier des règles de procédures applicables au régime de l'enregistrement (avec comparaison aux prescriptions générales applicables), l'établissement reste soumis aux règles de procédures applicables au régime de l'autorisation. En cas de mise à l'arrêt des activités de traitement thermique, l'exploitant devra donc procéder à la cessation partielle d'activité en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– notifiant au préfet la cessation, au moins 3 mois avant la date d'arrêt définitif des fours, conformément aux dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du code de l'environnement ;</li> <li>– transmettant à l'Inspection l'attestation de mise en sécurité prévue à l'article L. 512-12-1 du code de l'environnement (établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués).</li> </ul>
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 8 : Risque incendie – Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté Préfectoral du 20/11/1995 modifié, article 2 § 6.1.2</li> <li>• Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14</li> </ul>
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens d'alimentation en eau permettant de disposer à tout moment d'un débit adapté</li> <li>• Vérification périodique et maintenance des matériels de lutte contre l'incendie</li> </ul>
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats des visites précédentes :</u> <p>Lors de la visite du 09/02/2022, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de point d'eau (ou de réserve) incendie privé, mais qu'un poteau incendie public est situé à environ 150 m de l'entrée du site. L'exploitant n'a été en mesure de préciser ni les besoins en eau nécessaires à l'intervention des services d'incendie et de secours dans son établissement ni la capacité du poteau incendie public situé à proximité.</p> <p><u>Constats de la visite du 13/06/2023 :</u></p> <p>En amont de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'a pas transmis les éléments demandés suite à la visite du 09/02/2022, à savoir le calcul des besoins en eau pour la défense incendie selon les dispositions du guide pratique D9 et la justification de leur disponibilité effective (rapport de vérification état / débit / pression de moins de 5 ans du poteau incendie). Par courriel du 24/03/2022, il avait indiqué avoir commandé une étude à la société SADE.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a mentionné une étude de diagnostic pour la rétention d'eau incendie datée du 19/04/2022, qu'il a transmise le jour même à l'Inspection. Cette étude ne comporte pas le calcul D9 et indique seulement « <i>Borne incendie extérieure : 60 m³/h</i> ».</p> <p>Par message du 13/06/2023, l'exploitant a transmis un calcul D9 mentionnant un débit requis de 120 m³/h. L'Inspection relève toutefois que le débit calculé (arrondi au multiple de 30 m³/h) est seulement de 60 m³/h, et qu'il a été doublé sans raison apparente pour déterminer le débit retenu. L'Inspection a rappelé à l'exploitant, par message du 27/06/2023, qu'il lui appartient d'être en mesure de justifier la surface de référence (surface maximale non recoupée de 656 m², qui semble a priori sous-estimée) et la résistance au feu de l'ossature (R60) prise en compte dans le calcul D9.</p> <p>Par ailleurs, par message du 03/07/2023, l'exploitant a transmis les éléments communiqués par la Métropole de Lyon s'agissant des résultats de débit/pression des poteaux incendie publics situés à proximité de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• N° 8183 : PI de diamètre 100 branché sur une canalisation de diamètre 400 Débit sous 1 bar : 277 m³/h – Pression statique : 5.8 – Date contrôle : 07/2021</li> <li>• N° 4393 : PI de diamètre 100 branché sur une canalisation de diamètre 80 Débit sous 1 bar : 115 m³/h – Pression statique : 5.3 – Date contrôle : 03/2020</li> </ul> <p>L'Inspection constate qu'ils présentent une capacité suffisante pour assurer les besoins en eau nécessaires, mais ne dispose pas des éléments permettant de les identifier et de les localiser.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale <b><u>Demande n°5 :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>– de corriger sa note de calcul D9 et de justifier la surface de référence – en joignant par ailleurs un plan la localisant – et la résistance au feu de l'ossature qui y sont prises en compte ;</li> <li>– de transmettre un plan localisant les poteaux incendie publics N° 8183 et 4393.</li> </ul>

## N° 9 : Risque incendie – Confinement des eaux incendie

### Référence réglementaire :

- Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 12/04/2022
- Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III

### Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

### Prescription contrôlée :

La société STOCA est mise en demeure de respecter les dispositions du paragraphe III de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 :

- dans un délai de 2 mois, en mettant en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales, implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels ;
- dans un délai de 12 mois, en justifiant de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction de dimensions adaptées.

### Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III :

- Ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Dimensionnement justifié.
- Dispositifs d'obturation des réseaux implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Clairement signalés, facilement accessibles et pouvant être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.
- Organes de commande pouvant être actionnés en toutes circonstances et consigne définissant les modalités de mise en œuvre affichée à l'accueil de l'établissement.

### Constats :

#### Rappel des constats des visites précédentes :

Lors de la visite du 22/06/2021, l'exploitant a déclaré que l'établissement ne disposait pas de dispositif d'obturation du point de rejet aqueux vers le réseau public. L'Inspection lui a donc demandé de mettre en place un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales et de transmettre une étude relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie et des épandages accidentels.

Lors de la visite du 09/02/2022, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait toujours pas de dispositif d'obturation, seulement d'un devis auquel il n'avait pas donné suite, et qu'il n'avait engagé aucune démarche concernant l'étude relative au confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Suite à cette visite, il a été mis en demeure par arrêté du 12/04/2022.

#### Constats de la visite du 13/06/2023 :

Par courriel du 24/03/2022, l'exploitant a indiqué avoir commandé une étude à la société SADE concernant le confinement des eaux d'extinction (bon de commande du 10/02/2022). Par courriel du 21/04/2022, il a également transmis un devis portant sur la mise en place d'une vanne d'obturation.

Lors de la visite du 13/06/2023, l'Inspection a constaté que la vanne d'obturation a été mise en place à l'entrée du site. L'exploitant a présenté la facture associée, datée du 22/09/2022.

Toutefois, l'Inspection a constaté que la présence et la localisation de cette vanne ne font l'objet d'aucune signalisation sur le site au qu'aucune consigne définissant les modalités de sa mise en œuvre n'est affichée. En dehors des services d'incendie et de secours, l'exploitant a indiqué que

seulement quelques personnes sont susceptibles d'être amenées fermer cette vanne (gérant, chefs d'ateliers et opérateur produits chimiques).

S'agissant du confinement des eaux d'extinction, l'exploitant a indiqué qu'il prévoit un batardeau amovible, à poser au droit du portail d'entrée en cas de sinistre, car des murets sont présents sur le périmètre du site. Il a présenté le calendrier de travaux, qui sont programmés fin août 2023.

L'inspection a constaté que l'étude réalisée ne précise par le volume de confinement disponible avec la mise en œuvre de ce batardeau.

De plus, le calcul D9A réalisé comporte une erreur s'agissant de la surface de drainage prise en compte. Celle-ci est seulement de 656 m<sup>2</sup>, tandis que la surface totale du site est nettement supérieure à cette valeur (environ 1 800 m<sup>2</sup>). C'est vraisemblablement également le cas de la surface sur laquelle des eaux pluviales en principe collectées par les réseaux du site (et donc recueillies dans la rétention avec les eaux d'extinction) ruisselleront en cas d'intempéries. En outre, ce calcul nécessitera d'être actualisé à la suite de la correction du calcul D9 (cf. fiche de constat n°8).

Par ailleurs, l'Inspection relève que la solution de confinement des eaux d'extinction retenue par l'exploitant impose de mettre en place un dispositif de protection du puits. Ce point est traité dans la fiche de constat n°3.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Demande n°6 :** L'Inspection demande à l'exploitant de :

- mettre en place une signalisation claire de la vanne d'obturation et un affichage des consignes définissant les modalités de sa mise en œuvre ;
- transmettre une note de calcul D9A actualisée, après y avoir corrigé la surface de drainage le résultat du calcul D9 (cf. fiche de constat n°5) ;
- transmettre les éléments justifiant la réalisation des travaux de mise en place d'une solution de confinement des eaux d'extinction, ainsi que la disponibilité du volume de confinement requis.

**Proposition de délais :** 1 mois